

« Les profits ont donc naturellement tendance à baisser car, avec les progrès de la société et de la richesse, il faut sacrifier de plus en plus de travail pour produire la quantité de nourriture nécessaire. Heureusement, cette tendance à la baisse des profits... est souvent compensée par les améliorations dans les machines ... et par les découvertes dans l'agriculture, qui nous permettent... réduire le prix des biens nécessaires aux travailleurs. »

David Ricardo (1817 : 139-40)

## **CHAPITRE 6**

### **LA CROISSANCE ET LES CRISES**

Au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, la croissance s'accélère en Angleterre ; mais cette évolution ne va sans problème. La conjoncture est caractérisée par une succession rapide de phases d'expansion rapide et de crises. Les classiques se sont demandé si l'ajustement spontané du système pouvait stabiliser l'économie ou si une intervention de l'État était nécessaire. Ricardo était convaincu qu'une accélération de la croissance permettrait à l'Angleterre de surmonter ces difficultés. Il voyait la solution dans la libéralisation des échanges, dans l'abrogation des lois d'aide aux pauvres, dans une baisse des impôts et dans une réforme du système monétaire. Un grand nombre d'économistes partageaient son opinion. D'autres restèrent réticents. Malthus était persuadé qu'une accumulation trop rapide du capital peut provoquer une surproduction générale des marchandises. Il plaidait pour un développement équilibré qui maintiendrait entre consommation et production les bonnes proportions. Il pensait que, dans une situation de crise, l'État devait intervenir pour rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande de biens, par exemple, en augmentant, par ses dépenses, le nombre de travailleurs improductifs.

Les classiques s'appuient sur un cadre de référence commun qui décrit l'évolution de la répartition du revenu dans une économie en croissance. Leur analyse repose sur cinq propositions :

- Pour des techniques de production données et pour un niveau donné de la production, le taux de profit est une fonction décroissante du taux de salaire.
- Le rythme de l'accumulation du capital est une fonction croissante du taux de profit.
- La demande de travail est une fonction croissante de la valeur du stock de capital qui a été accumulé.
- La croissance de la population est une fonction croissante du pouvoir d'achat des salaires.
- Pour un état donné des techniques disponibles, la croissance entraîne, à partir d'un certain seuil, l'utilisation de techniques de culture plus intensives ou le recours à des terres moins fertiles : elle provoque une augmentation du taux de rente.

Ces diverses propositions permettent de déterminer, à un instant du temps, pour un niveau donné de la population et du stock de capital, la répartition du revenu, la croissance de

la population et le rythme de l'accumulation du capital. Dans une première phase du développement, des ressources naturelles sont disponibles. Les rendements sont constants ou même croissants. Mais, à partir d'un certain niveau de développement, certaines ressources deviennent rares. L'utilisation de techniques de culture plus intensives ou de terres moins fertiles augmente les coûts de production des denrées agricoles. Le temps de travail nécessaire pour produire les biens que consomment les travailleurs augmente. Le taux de salaire, s'il est mesuré dans un étalon invariable au sens de Ricardo, augmente. Mais, comme la baisse du taux de profit ralentit l'accumulation du capital, la demande de travail croît moins vite. Ainsi, le pouvoir d'achat des salaires diminue parallèlement à la baisse du taux de profit. À l'état stationnaire, il est égal au niveau de subsistance. Seule la baisse des taux de nuptialité et de natalité peut permettre aux travailleurs d'échapper à la pauvreté.

La théorie classique définit un sentier de référence. On peut, cependant, imaginer que l'économie s'en écarte de façon durable. Malthus, en particulier, cherche à montrer qu'une accumulation du capital, qui ne s'accompagne pas d'une augmentation parallèle de la demande effective, entraîne une surproduction générale des marchandises qui se traduit par une réduction du taux de profit. C'est en s'appuyant sur cette idée qu'il explique l'apparition et la persistance des crises.

## 1. Le modèle de croissance

Ricardo élaborera une analyse de la croissance et de la répartition dont Malthus et Mill s'inspirèrent en introduisant des thèmes nouveaux. Malthus montra que les travailleurs, s'ils étaient prudents, pouvaient préserver leur revenu réel ; Mill décrivit l'état stationnaire en mettant l'accent sur les caractéristiques attractives d'une telle situation.

### 1.1. Ricardo

Pour analyser la théorie classique de la croissance, Samuel Hollander (1987 : 196) s'appuie sur un modèle simple où la production consiste uniquement en denrées agricoles. Il néglige le capital fixe et les avances se réduisent aux salaires qui sont payés au début du cycle. En mesurant le taux de salaire,  $w$ , en termes de marchandises, on peut écrire que le coût de production est égal au produit marginal du travail :

$$w(1+r) = f'(n)$$

$f$  est la fonction de production,  $n$  l'emploi et  $r$  le taux de profit. Le taux de croissance du capital,  $g_k$ , est une fonction croissante du taux de profit,  $r$ . Le taux d'accumulation devient nul pour un taux,  $r^*$ . Ricardo soutient que ce taux est positif :

$$g_k = g_k(r) \quad g_k'(r) > 0 \quad g_k(r^*) = 0 \quad r^* > 0$$

Le taux de croissance de la population,  $g_n$ , est une fonction croissante du taux de salaire réel  $w$  ; il est nul quand le taux de salaire atteint son niveau de subsistance  $w^*$  :

$$g_n = g_n(w) \quad g_n'(w) > 0 \quad g_n(w^*) = 0$$

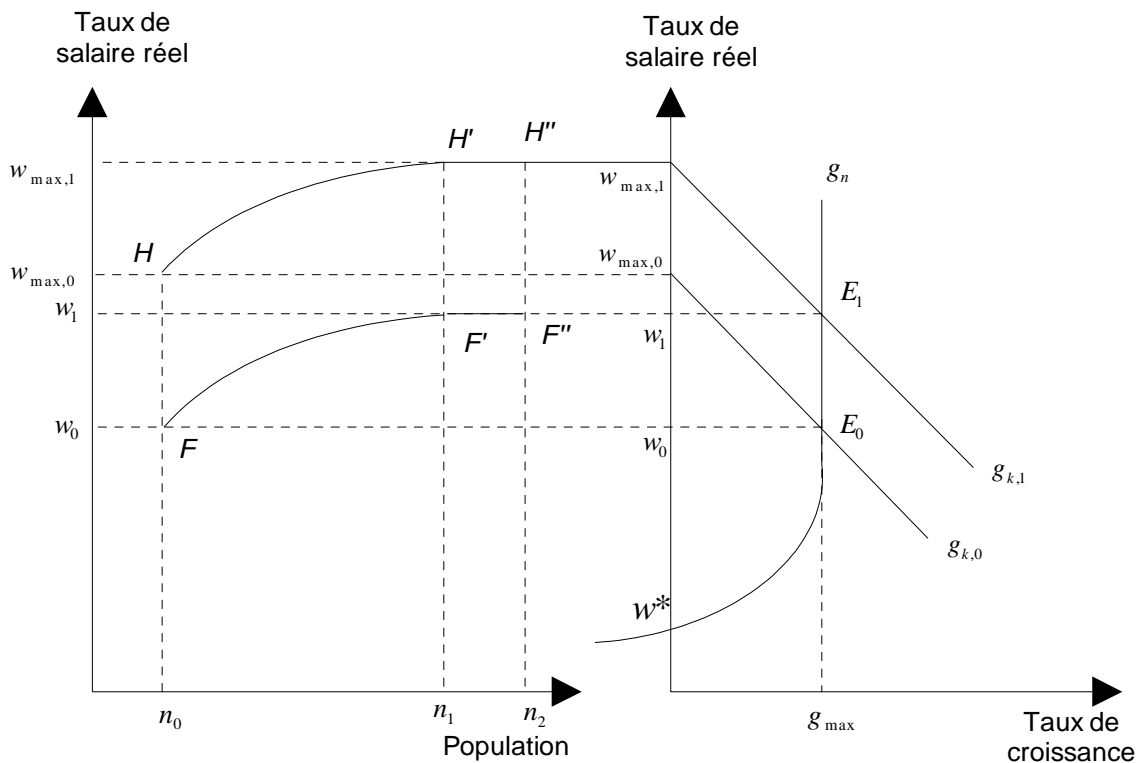
Sur le sentier de croissance, la population et le capital augmentent au même rythme :

$$g_k = g_n$$

On notera  $w_{max}$  le taux de salaire qui s'établit quand le taux de profit est  $r^*$ , c'est-à-dire quand le taux de profit est juste suffisant pour inciter les capitalistes à maintenir le niveau du stock de capital.

Ricardo (1817 : 119) imagine que, dans de nouvelles colonies, l'introduction des connaissances des pays plus avancés permet au produit d'augmenter plus vite que la population. Non seulement, le salaire excède le niveau de subsistance mais il augmente. Dans cette phase initiale, c'est la croissance de la population qui contraint la croissance du produit.

Figure 6.1. : la phase initiale des rendements croissants dans l'analyse ricardienne (Hollander, 1987 : 199)



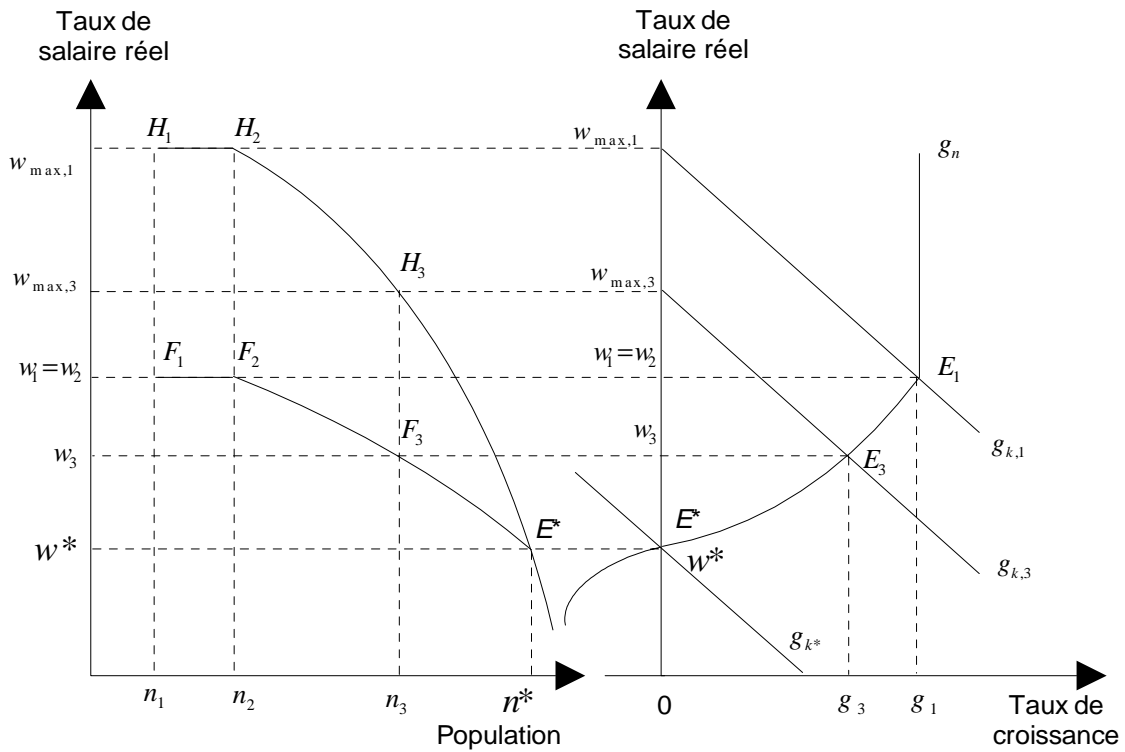
La figure 6.1. décrit le mécanisme ricardien. Quand la population est  $n_0$ , le taux de salaire maximum compatible avec un capital constant est  $w_{\max,0}$ . Le taux d'accumulation est une fonction croissante du taux de profit ; comme toute hausse du taux de salaire diminue le taux de profit, c'est une fonction décroissante du taux de salaire. Cette relation est représentée sur le graphique de droite par la courbe  $g_{k,0}$ . Le taux de croissance de la population croît avec le taux de salaire mais ne peut dépasser  $g_{\max}$ . Cette fonction est représentée par la courbe  $g_n$ . Le taux de salaire de subsistance est  $w^*$  ; par définition, pour un tel taux la population est stationnaire. À l'époque initiale, l'équilibre dynamique est réalisé au point  $E_0$  ; le taux de salaire pour lequel le capital et la population augmentent au même rythme est  $w_0$ . La population augmente de  $n_0$  à  $n_1$ . Comme les rendements sont, ici, croissants, le taux de salaire maximum augmente jusqu'à  $w_{\max,1}$  et, pour un salaire donné, l'accumulation du capital est plus rapide. Cependant, comme la croissance ne peut excéder  $g_{\max}$ , le taux de salaire augmente jusqu'à  $w_1$  et le nouvel équilibre s'établit en  $E_1$ .

On peut imaginer que, quand la population continue à croître de  $n_1$  à  $n_2$ , les rendements deviennent constants. On peut toujours augmenter la production agricole sans avoir recours à des techniques plus intensives. La rente reste nulle. Le taux de croissance reste constant de même que le taux de salaire et le taux de profit.

Quand le pays se peuple, des terres de moindre qualité sont mises en culture et l'on utilise des techniques de production plus intensives et plus coûteuses. Le surplus qui reste disponible après que les besoins de la population aient été satisfaits, diminue nécessairement. Le rythme de l'accumulation du capital se ralentit. La demande de travail augmente moins rapidement. Ce ralentissement de l'accumulation entraîne une baisse du pouvoir d'achat des

salaires qui persiste jusqu'à ce que le capital devienne stationnaire. Le taux de salaire se stabilise alors à son niveau de subsistance. Cependant les prix des produits de la terre augmentent. Le salaire mesuré dans un étalon invariable augmente mais sans que cette hausse permette au travailleur d'acquiescer autant de produits qu'avant.

Figure 6.2. : la phase finale des rendements décroissants dans l'analyse ricardienne (Hollander, 1987 : 200)



La figure 6.2. illustre cette analyse. Tant que la population est inférieure à  $n_2$ , la demande de produits agricoles peut être satisfaite en utilisant les techniques de culture les moins coûteuses. Les rendements sont constants. La rente des ressources naturelles est nulle. Mais, quand la population excède  $n_2$ , il faut, pour satisfaire la demande, recourir à des méthodes de culture plus intensives. Le surplus disponible, au-delà des besoins des travailleurs, diminue ; le taux de profit et le taux d'accumulation diminuent pour un pouvoir d'achat du taux de salaire inchangé. Graphiquement, on passe de la courbe  $g_{k,1}$  à la courbe  $g_{k,3}$ . La croissance de la population excède la croissance de la demande de travail et le pouvoir d'achat du taux de salaire diminue de  $w_2$  à  $w_3$ . Cependant, comme le taux des salaires dépasse le niveau de subsistance, la population continue à augmenter. Le processus se perpétue : il faut utiliser des techniques plus intensives, les coûts de production augmentent, la croissance se ralentit et l'excès de population provoque une réduction des salaires. On atteint ainsi l'équilibre stationnaire en  $E^*$ . Le pouvoir d'achat des salaires permet le maintien de la population à son niveau existant. Le taux de salaire est égal au niveau de subsistance  $w^*$ . Le taux de profit atteint un niveau  $r^*$  si bas que le motif de l'accumulation a totalement disparu.

### 1.2. Malthus

Pour Malthus, comme pour Ricardo, la rareté des ressources naturelles est l'élément crucial dans l'analyse du développement. La croissance de la population est presque

entièrement déterminée par la quantité de biens nécessaires à la vie que perçoit le travailleur : elle n'est possible que si le salaire en blé excède le niveau de subsistance. Mais, comme l'augmentation de la production agricole implique des coûts croissants, elle entraîne une hausse du prix du blé et une baisse, à la fois, du salaire en blé et du taux de profit. Le taux d'accumulation du capital et le taux de croissance de la population diminuent parallèlement jusqu'à ce que l'économie atteigne un équilibre stationnaire.

Malthus reproche à Ricardo d'avoir supposé dans le chapitre de ses *Principes* où il analyse les profits que le pouvoir d'achat du taux de salaire est constant ; une telle hypothèse est non seulement incompatible avec les faits, elle est logiquement inacceptable : le prix réel du travail varie. Quand des terres moins fertiles sont mises en culture pour satisfaire la demande de produits agricoles, le prix du blé augmente et le taux de profit baisse. Inévitablement, le rythme de la croissance se ralentit et le taux de salaire en blé diminue. Initialement, les taux des profits et des salaires en blé seront l'un comme l'autre au plus haut et ils diminueront régulièrement et graduellement jusqu'à ce qu'ils parviennent simultanément à une position stationnaire où toute demande d'une production supplémentaire cessera de s'exercer.

Dans cette analyse, Malthus étudie un sentier théorique de référence, il traite des facteurs qui limitent les profits et la croissance et non des facteurs qui les déterminent. Alors même que les moyens d'un accroissement rapide de la production et de la population existent, les progrès de la richesse peuvent être ralentis ou même interrompus. Sa thèse est que si les richesses réelles d'un pays ne sont pas en proportion avec ses forces productives, c'est qu'il n'existe pas un stimulant suffisant pour encourager la production. La production se situe au-dessous du niveau qu'elle atteindrait sur le sentier de référence.

Malthus soulignait que la baisse des salaires qui, dans le modèle classique peut sembler une fatalité, peut être évitée. Une modification graduelle des habitudes des classes laborieuses, la généralisation des mariages tardifs auraient pour effet de ralentir la croissance de la population qui s'adapterait à l'évolution de la demande. La société pourrait continuer à avancer sans que les travailleurs aient à subir une diminution de la quantité de nourriture dont ils disposent ; mieux, ils pourraient jouir de davantage d'agrément et de confort. Ainsi, les progrès de la richesse s'accompagneraient d'une amélioration constante de la condition des « classes les plus basses de la société ».

« Il peut naturellement sembler injuste aux classes laborieuses que, parmi la masse abondante des produits obtenus de la terre, du capital et du travail d'un pays, une si faible partie leur revienne. Mais la division en est, aujourd'hui, déterminée et doit toujours, dans le futur, être déterminée par les lois inévitables de l'offre et de la demande... Il est donc tout à fait évident que l'instruction et la prudence des pauvres eux-mêmes, sont absolument les *seuls* moyens par lesquels on peut obtenir une amélioration de leur condition. Ils sont réellement les arbitres de leur propre destinée ; et quoique les autres puissent faire pour eux, ce n'est que poussière, comparé à ce qu'ils peuvent faire pour eux-mêmes. Ces vérités sont si importantes pour le bonheur de la plus grande partie de la société, que l'on doit saisir toute occasion de les répéter. » (Malthus, 1820 : 225)

## 2. Les crises

Il existe une longue tradition qui voit, dans la consommation, la source de l'industrie et de la prospérité. Quand elle s'arrête, quand l'épargne prévaut, les manufactures tombent en

faillite, l'emploi diminue et le commerce périclète. C'est contre ces thèses que s'éleva Smith (1776 : 387) en faisant l'éloge de l'épargne et de la parcimonie. La question centrale est celle des rapports entre l'épargne et le revenu. « Là où le capital prédomine, l'industrie prévaut. Là où le revenu règne, l'oisiveté l'emporte » C'est l'importance du stock de capital, et non la demande de biens, qui détermine la demande de travail. Toute épargne en augmentant le capital accroît le niveau de l'emploi. Smith soutenait que l'épargne augmente le fonds destiné à l'entretien des travailleurs et qu'elle permet d'accroître l'emploi et le revenu annuel. Il ajoutait que les sommes épargnées sont « aussi régulièrement consommées que ce qui est annuellement dépensé » (*Ibid.* : 388). Un accroissement de l'épargne ne réduit pas la demande de biens car il entraîne une augmentation de l'investissement. Il est vrai que Smith semblait admettre la possibilité d'un décalage temporel, donc d'un désajustement temporaire, en remarquant que les sommes épargnées sont consommées « presque dans le même temps » que le revenu dépensé. Cette restriction suscite une question. Si le revenu épargné n'est pas immédiatement consommé, il est thésaurisé et il semble que la thésaurisation est à l'origine de l'apparition d'un excès d'offre, d'une mévente des biens. C'est bien ainsi que les problèmes se posent pour les entrepreneurs. À tort, ils croient que la vente ne va pas, parce que l'argent est rare. Ils prennent l'effet pour la cause. Il y a toujours assez d'argent pour permettre la circulation des marchandises. La monnaie n'est qu'un intermédiaire dans l'échange : c'est avec des produits que l'on achète les autres produits.

Sismondi (1819) et Malthus (1820) pensent, au contraire, qu'une accumulation trop rapide du capital, c'est-à-dire une accumulation financée par une réduction de la consommation, entraîne une baisse des prix et une surproduction de l'ensemble des marchandises. La croissance n'est soutenable que si l'augmentation de la production et de la demande vont de pair. Sismondi (1819 : 289) souligne qu'il faut écarter « un des axiomes sur lesquels on a le plus insisté en économie politique ; c'est que la plus libre concurrence détermine la marche la plus avantageuse de l'industrie, parce que chacun entendait mieux son intérêt qu'un gouvernement ignorant et inattentif ne saurait l'entendre, et que l'intérêt de chacun formait l'intérêt de tous. » L'État doit intervenir en prenant des mesures capables d'accroître la valeur du produit national. C'est seulement quand ce résultat aura été atteint, quand les profits auront été restaurés que l'accumulation pourra reprendre et porter des fruits.

### 2.1. La loi des débouchés

Dans la première édition de son *Traité*, Say (1803, t. 2 : 175) soutient que : « la demande des produits en général est... toujours égale à la somme des produits ». Il exclut ainsi qu'il puisse exister une surproduction de marchandises sans nier, néanmoins, qu'il puisse exister un chômage. James Mill (1808 : 175) reprit cette idée à son compte en écrivant que : « la demande d'une nation est toujours égale au produit de la nation. » Si l'offre excède la demande sur certains marchés, la demande excède l'offre sur d'autres marchés. Il ne peut exister un engorgement général des marchés. Pour résorber le déséquilibre, il faut que l'offre diminue là où elle excède la demande et qu'elle s'accroisse là où la demande excède l'offre. La libre concurrence, telle qu'elle est décrite dans le processus de gravitation, rétablira *spontanément* l'équilibre. Les prix diminueront là où l'offre est excédentaire entraînant une baisse de la rémunération du travail et du capital. Les ouvriers et les travailleurs, guidés par leur propre intérêt, abandonneront ces activités pour les branches où la demande excède l'offre et où ils peuvent espérer une meilleure rémunération.

On a tendance, aujourd'hui, quand on analyse la loi des débouchés à s'appuyer sur la critique qu'en faisaient Keynes et les keynésiens. Pour Keynes (1936 : 18), Say et Ricardo, en

affirmant que l'offre crée sa propre demande, voulaient dire que la totalité des revenus était dépensée globalement, directement ou indirectement, à l'achat d'un produit. Toute augmentation de l'épargne était compensée par une hausse de l'investissement et laissait inchangée la demande de biens. Lange (1942) chercha à donner aux critiques de Keynes un fondement plus solide en opposant la loi de Say à la loi de Walras. Pour expliciter son idée, il suffit de raisonner sur une économie d'échange et de supposer constante la quantité globale de monnaie. Chaque agent dispose, au début de la période, d'une encaisse monétaire et d'un stock de biens. Quand il forme des plans pour l'avenir, il prévoit que la variation de son encaisse monétaire sera égale à la différence entre les biens qu'il offre et la valeur des biens qu'il demande. Autrement dit, la valeur de sa demande excédentaire de monnaie est égale à la valeur de son offre excédentaire de biens. Puisque cette proposition est vraie pour chaque agent, elle est vraie pour l'économie toute entière. La valeur de l'offre excédentaire de biens est égale à la valeur de la demande excédentaire de monnaie. Lange appelle cette proposition la loi de Walras. Si la valeur des achats que projette un agent, est inférieure à la valeur des biens qu'il offre, il prévoit d'augmenter son encaisse monétaire. Globalement, si la valeur des biens offerts excède la valeur des biens demandés, la demande de monnaie excède l'offre : les agents thésaurisent, c'est-à-dire qu'ils souhaitent augmenter leurs encaisses monétaires.

Lange interprète la loi de Say comme l'idée que l'offre de produits est toujours égale à la demande de produits. La demande de monnaie est toujours égale à l'offre de monnaie. Quels que soient les prix, les agents souhaitent détenir à la fin de la période la même quantité de monnaie qu'au début de la période. Mais, s'il en est ainsi, le marché de la monnaie est toujours en équilibre. Il n'existe aucune relation dans le modèle qui permette de déterminer son pouvoir d'achat.

Ainsi, les classiques qui soutiennent la loi des débouchés, auraient commis une erreur fondamentale qui leur aurait interdit d'analyser correctement les crises économiques. Le problème est que l'interprétation de Lange est fragile. Certes, les classiques définissent, le plus souvent, la monnaie comme un moyen de paiement ; mais, ils n'excluent pas, par principe, la possibilité qu'elle soit thésaurisée. Cette conclusion permet de préciser le sens qu'il convient de donner à la loi des débouchés. Les agents peuvent augmenter ou diminuer le stock de monnaie qu'ils détenaient initialement. Il est possible, globalement, que l'offre de biens excède la demande. Cependant, ce déséquilibre a pour contrepartie une demande excédentaire de monnaie. Dans la terminologie de Lange, on dira que la loi de Say n'est pas une identité mais une équation qui définit ce qu'il est convenu d'appeler l'équilibre monétaire.

Reste à comprendre comment l'ajustement se déroule quand la demande de monnaie excède l'offre. Smith explique que, si l'argent vient à manquer, la rareté des métaux précieux en fera hausser le prix et attirera, dans le pays, la quantité dont il a besoin. Mais si, en dépit de la facilité des mouvements de l'or et de l'argent, leur pénurie persistait, il serait toujours facile d'y suppléer. « Si l'argent manque, le troc y suppléera, quoique avec beaucoup d'inconfort. L'achat et la vente à crédit, et la compensation mutuelle, une fois par mois ou par an, de leurs crédits par les différents négociants, y suppléeront avec moins d'inconfort. Un papier-monnaie bien réglé y suppléera, non seulement sans inconfort du tout, mais aussi avec de très grands avantages. » (Smith, 1776 : 490-1) C'est cette idée que Say (1803 : 139) reprendra à son compte. Smith et Say considèrent que l'offre de monnaie est endogène ; pour eux, c'est la variation de la quantité de monnaie qui autorise l'ajustement.



On peut, cependant, estimer que ce raisonnement est artificiel. Quand l'offre globale de biens excède la demande, les créanciers n'ont pas nécessairement confiance dans la solvabilité de leurs débiteurs et refuseront d'accepter en paiement des effets de commerce dont la qualité est incertaine. Dans une telle situation, l'ajustement passe par une baisse des prix. C'est la position que défend John Stuart Mill (1848 : 574). Quand l'offre de marchandises excède effectivement la demande : on manque de monnaie. En raison de la crise du crédit, chacun répugne à se séparer de ses encaisses liquides et cherche, au contraire, à les augmenter. Tout le monde cherche à vendre et bien peu songent à acheter. Tant que dure la crise, les prix diminuent. On dit que le marché des produits est engorgé et l'on parle de pénurie de monnaie. L'erreur est de penser que la crise commerciale trouve son origine dans une production excessive. Elle est simplement l'effet d'un excès d'achats spéculatifs. Sa cause immédiate est une contraction du crédit et le remède n'est pas une diminution de la production de biens mais la restauration de la confiance.

Quand Say soutient que la demande de biens est toujours égale à la somme des produits, il décrit une situation d'équilibre. Il n'écarte pas, a priori, la possibilité de l'apparition d'une demande excédentaire de monnaie mais ce déséquilibre sera résorbé soit par une augmentation de l'offre de monnaie, comme il le soutient, soit par une baisse des prix des biens, comme le suggère John Stuart Mill. L'opposition entre les partisans de la loi des débouchés et leurs adversaires porte sur l'origine de la crise. Pour Sismondi et Malthus, la crise est l'effet d'une accumulation trop rapide du capital qui conduit à une surproduction de marchandises. Seul un ralentissement du rythme de la croissance peut, en freinant l'accroissement de la production, permettre un rétablissement du niveau des profits et le retour à une croissance équilibrée. Les partisans de la loi des débouchés soutiennent que l'offre crée sa demande et que la cause de la crise ne réside pas dans une surproduction de marchandises ou dans une suraccumulation du capital. « Beaucoup de gens ont moins acheté, parce qu'ils ont moins gagné ; et ils ont moins gagné, parce qu'ils ont trouvé des difficultés dans l'emploi de leurs moyens de production, ou bien parce que ces moyens ont manqué. » (Say, 1803 : 141). Pour sortir de la crise, il faut augmenter l'investissement.

## *2.2. La demande effective*

Malthus pose la question de la demande effective d'une façon très spécifique. Comment peut-on expliquer que la croissance de la richesse se ralentit ou, même, que la production stagne, alors qu'aucune contrainte technique ne s'oppose au développement ? Sa thèse est que la croissance peut être freinée par une insuffisance de la demande de biens.

La stagnation de la production peut résulter de deux types de facteurs :

- La production peut être limitée par une demande de biens qui, pour des raisons conjoncturelles, est insuffisante. Il évoque, à cet égard, l'exemple des années qui suivirent la fin des guerres avec la France. La diminution des dépenses militaires, la démobilisation des hommes qui servaient comme soldats ou comme marins, la brusque appréciation de la livre sterling et la mise en place d'une politique budgétaire restrictive sont autant de facteurs susceptibles d'expliquer la crise que connaît l'Angleterre après 1815.
- Paradoxalement, les progrès de la richesse peuvent être freinés par une épargne excessive. Malthus ne prétend pas que l'augmentation de l'épargne diminue la demande de biens. Il note que l'accumulation du capital accroît l'offre de biens. Si elle ne s'accompagne pas d'une augmentation de la demande, l'offre

de marchandises excède, à prix courants, la demande. Les prix diminuent et leur baisse réduit les profits. Il y a, à la fois, un excès de capital et un excès de main d'œuvre.

### 2.2.1. L'épargne excessive comme cause des crises

Quand on étudie les effets d'une augmentation de l'épargne dans les modèles de type IS-LM, on fait abstraction de l'augmentation du capital et de l'offre de biens qu'elle induit. On admet que la hausse de l'épargne diminue le taux d'intérêt et stimule l'investissement. Cependant, si la demande de monnaie est une fonction décroissante du taux d'intérêt, la demande de monnaie augmente. Ainsi, l'augmentation de l'investissement ne compense pas la diminution de la consommation et la thésaurisation de la monnaie réduit la demande effective.

Le raisonnement de Malthus fait, au contraire, abstraction de la thésaurisation de la monnaie qui ne lui semble pas le phénomène caractéristique des crises de surproduction. Il distingue deux cas selon que l'augmentation de l'épargne résulte d'une diminution de la consommation de biens de luxe ou de la consommation de services personnels. Dans ce dernier cas, Malthus s'appuie sur l'opposition que faisait Smith entre travail productif et travail improductif. Les travailleurs productifs produisent des biens qui sont vendus sur le marché. Les travailleurs improductifs — les domestiques, les pasteurs, les fonctionnaires — rendent des services personnels qui ne font pas l'objet d'une transaction marchande. Malthus soutient que si l'augmentation de l'épargne découle d'une diminution de l'emploi de travailleurs non-productifs, alors elle se traduit par une surproduction de marchandises car l'offre de produits augmente et, aux prix courants, excède la demande effective. Une augmentation de la production qui est financée par une diminution de la consommation de services personnels ne peut être, à terme, soutenue.

Supposons maintenant que les capitalistes et les propriétaires fonciers réduisent leur consommation de biens de luxe. Admettons que les sommes ainsi épargnées sont investies. Pour construire ces nouvelles machines, pour les faire fonctionner, les capitalistes emploieront les ouvriers qui produisaient auparavant les biens de luxe. La quantité de marchandises produites augmentera alors que la demande restera la même. Le capital et la population seront, en même temps, redondants par comparaison avec la demande effective. Les prix monétaires diminueront et, si les salaires monétaires sont visqueux comme l'admet Malthus, les prix réels, c'est-à-dire les prix divisés par le taux de salaire, diminueront et les profits baisseront. L'ajustement se fera à travers une réduction de la production, un ralentissement de l'accumulation du capital et une crise.

### 2.2.2. Les dépenses publiques et la crise

Malthus ne pensait pas que l'on pouvait expliquer la crise que connut l'Angleterre en 1815 par une augmentation de l'épargne. Son point de départ est une baisse brusque et forte du prix des produits agricoles qui diminua le revenu de tous les individus qui tirent leurs ressources de la terre. Cette réduction des revenus agricoles entraîna, à son tour, une baisse de la demande de produits manufacturés. Leurs prix et les profits des négociants et des manufacturiers diminuèrent à leur tour. Cette réduction des revenus domestiques fut aggravée par la diminution de la quantité de monnaie. La situation de l'emploi se détériora. L'offre de travail continuait à augmenter en raison de l'accroissement de la population qui avait eu lieu pendant la guerre. La démobilisation des soldats et la réduction de la demande de biens aggravèrent le déséquilibre qui se traduisit par une réduction des salaires monétaires. En dépit

de cette pression sur les salaires, la valeur du produit qu'elle soit mesurée en lingots ou en travail diminua. Le résultat fut une crise où les travailleurs et le capital apparaissent en excès vis-à-vis des moyens dont on dispose pour les employer de façon profitable.

La forte diminution de la consommation et de la demande a rendu surabondant le capital. Quand, à la fin de la guerre, le gouvernement réduisit ses dépenses, il diminua aussi les impôts. Les contribuables épargnèrent une fraction de ces revenus supplémentaires et cette augmentation de l'épargne explique, en partie, la diminution de la demande de biens. Le gouvernement dépensait le produit des impôts qu'il levait pendant la guerre et créait une demande de travail plus forte que celle des contribuables qui ont bénéficié d'un allègement fiscal. La diminution parallèle des dépenses publiques et des impôts a réduit de façon durable la demande de biens et le niveau de l'emploi. Ici, Malthus semble accorder un rôle important à la thésaurisation dans l'occurrence de la crise et la parenté entre son approche et celle de Keynes apparaît clairement.

Pour sortir de la crise, l'Angleterre a besoin non d'une augmentation de l'épargne et du capital, qui ne pourrait que l'aggraver, mais d'une augmentation de la valeur du produit et du pouvoir que cette valeur a d'acheter du travail. Quand ce résultat aura été atteint, mais alors seulement, l'accumulation du capital pourra porter des fruits. La seule solution, selon Malthus, est d'augmenter les sommes consacrées à l'entretien des travailleurs improductifs. Plus précisément, il suggère d'augmenter les impôts et de consacrer les recettes fiscales à employer des ouvriers à des travaux dont les produits ne sont pas mis sur le marché, par exemple la réparation des routes et les travaux publics. On peut certes penser que de telles mesures diminueraient le capital consacré à l'entretien des travailleurs productifs mais c'est là précisément ce dont on a besoin.

Bien que Malthus soit convaincu que l'émission de papier-monnaie a, durant la guerre, contribué à accélérer l'accumulation du capital, il soutient qu'une semblable émission, dans les circonstances qui sont celles de l'Angleterre en 1815, aurait des effets négatifs. Certes, l'augmentation de la quantité de monnaie et la facilité de faire des emprunts qui en résulterait pourrait donner un élan temporaire au commerce. Mais, la redistribution des richesses au profit des capitalistes et au détriment des titulaires de revenus fixes ne pourrait qu'aggraver la surproduction de marchandises en stimulant l'investissement. C'est dans l'augmentation des dépenses publiques et non dans l'augmentation de la quantité de monnaie que Malthus voit la solution pour surmonter la crise.